

Le Burundi va-t-il signer son retour dans le concert des Nations ?

Le Pays, 17/09/2020 REPRISE DES RELATIONS DU BURUNDI AVEC LES NATIONS UNIES Les signaux positifs de Ndayishimiye En froid avec l'Organisation des nations unies depuis la parenthèse de son troisième mandat contesté du défunt président, Pierre Nkurunziza, brigué au forceps et dans le sang en 2015 malgré la contestation de son opposition à la reconnaissance internationale, le Burundi est désormais en marche pour un rétablissement des relations avec l'organisation mondiale.

Et ce, quelque trois mois seulement après la prestation de serment avancée du président élu, le général Evariste Ndayishimiye, suite à la mort soudaine, officiellement d'un arrêt cardiaque, de son controversé prédécesseur, le 8 juin dernier. C'est dans ce cadre qu'une mission de haut-niveau des Nations unies est en ce moment dans ce pays, pour évaluer l'évolution de la situation dans les domaines socio-économiques, politique, humanitaire et des droits de l'homme depuis 2015. Une mission conduite par la sous-secrétaire générale pour l'Afrique, Bintou Keita, qui a jusqu'au 30 septembre prochain pour déposer son rapport d'évaluation des défis auxquels le Burundi est confronté, sur le bureau du secrétaire général de l'ONU. Le moins que l'on puisse dire, c'est que le successeur de l'iconoclaste pasteur-président pratiquement mis au défi la communauté internationale, n'a pas mis longtemps à se tourner vers l'institution internationale. Cela est de bonne guerre, quand on sait les sanctions sous lesquelles croule depuis bientôt cinq ans son pays, diplomatiquement isolé sur la scène internationale et au bord de l'apoplexie économique, suite à l'entêtement de son prédécesseur à ramer contre-courant de la démocratie et des règles de l'Etat de droit. En témoignent les multiples accusations dont faisait l'objet le régime Nkurunziza, de graves violations des droits de l'homme et la répression contre l'opposition, les journalistes et les défenseurs des droits humains. Ndayishimiye devra montrer des gages de rupture avec l'héritage politique de son prédécesseur. Pour un pays qui, soit dit en passant, était aussi en mauvais termes avec les donateurs dont certains et pas des moindres avaient fini par suspendre leur aide, force est de reconnaître que la situation était plutôt difficile à tenir. C'est de dire si le général Ndayishimiye va dans le bon sens. On peut difficilement lui reprocher de chercher à tourner la page de son prédécesseur. Même si, peut-on dire, c'est aussi quelque part, un président contraint par la réalité du terrain, qui a décidé de renouer avec la communauté internationale. Mais pour avoir la confiance de celle-ci, Ndayishimiye devra montrer des gages de rupture avec l'héritage politique de son prédécesseur, fait d'assassinats, d'arrestations arbitraires, de disparitions, d'intimidations et de harcèlement des opposants en intelligence avec une milice armée, les tristement célèbres Imbonurakure. Dès lors, les signaux sont bons quant à la gestion de la pandémie du Covid-19 où le nouveau président a pris le contre-pied de son prédécesseur qui a longtemps resté dans le déni de la maladie au point d'exposer son pays qu'il disait protégé par la grâce du virus mortel qui, en croire certaines sources, l'aurait emporté. Mais c'est surtout sur la question des droits de l'homme et des libertés démocratiques que Ndayishimiye est attendu au tournant par la communauté internationale. C'est de dire si c'est une nouvelle page qui s'ouvre pour le Burundi. En tout état de cause, il est temps, pour Bujumbura, de signer son retour au sein de la communauté internationale. Car, il est aujourd'hui difficile à un pays, quel que soit son niveau de développement, de vivre en autarcie a fortiori un petit pays africain enclavé et fortement dépendant de l'aide internationale. Il y va de l'intérêt du peuple burundais qui est le seul à payer le plus lourd tribut d'une situation qu'il n'a pas demandée. Outchou à KEITA

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});